

CLARK-COMMONWEALTH

CLARK-COMMONWEALTH

CE TEXTE REMPLACE ET ANNULE AFS-SANCTIONS TRANSMIS A 9H55

CANBERRA (PC) - LE MINISTRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA, M. JOE CLARK, A REJETÉ, LUNDI, LA RÉQUÊTE DE L'AMBASSADEUR D'AFRIQUE DU SUD EN AUSTRALIE DE COMPARAÎTRE COMME TÉMOIN À LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DU COMMONWEALTH.

"LE BUT DE CETTE RÉUNION EST D'ENTENDRE DES GENS QUI SONT SOUVENT RÉDUITS AU SILENCE", A EXPLIQUÉ M. CLARK, QUI EST PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DE TROIS JOURS À CANBERRA.

L'AMBASSADEUR D'AFRIQUE DU SUD, M. DAVID TOTHILL, A FAIT PUBLIER UN MESSAGE DANS UN JOURNAL NATIONAL D'AUSTRALIE, SAMEDI, POUR DIRE AU COMMONWEALTH DE CESSER DE S'OCCUPER DES AFFAIRES INTERNES DE SON PAYS.

LES MINISTRES AURAIENT VOULU PAR AILLEURS ENTENDRE M. AZHAR CACHALIA, TRÉSORIER DU FRONT DÉMOCRATIQUE UNI, MAIS LE GOUVERNEMENT D'AFRIQUE DU SUD A ÉMIS UN ORDRE DE DÉTENTION CONTRE LUI.

LE FRONT CONSTITUE LA PLUS IMPORTANTE COALITION CONTRE L'APARTHEID D'AFRIQUE DU SUD ET IL COMPTE ENVIRON DEUX MILLIONS DE MEMBRES.

M. CLARK A EXPRIMÉ LES REGRETS DE SES HOMOLOGUES QUE L'AFRIQUE DU SUD AIT EMPÊCHÉ UN ADVERSAIRE DE L'APARTHEID DE S'EXPRIMER DEVANT EUX.

SANCTIONS

DES REPRÉSENTANTS DE PLUSIEURS ASSOCIATIONS ONT PAR CONTRE COMPARU DEVANT LA CONFÉRENCE, DONT CEUX DU CONGRÈS NATIONAL AFRICAIN, UN MOUVEMENT DE GUÉRILLA CONTRE L'AFRIQUE DU SUD. ILS ONT RÉCLAMÉ QUE DES SANCTIONS ACCRUES SOIENT PRISES CONTRE CE PAYS.

M. CLARK A EXPRIMÉ L'OPINION, LUI AUSSI, QUE LA PRESSION DEVAIT CONTINUER À S'EXERCER CONTRE L'AFRIQUE DU SUD POUR QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID PRENNE FIN.

IL A SIGNALÉ, CEPENDANT, QUE LE COMMONWEALTH NE POUVAIT PAS FAIRE AUTRE CHOSE QUE D'APPLIQUER LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET AUTRES DÉCIDÉES AU COURS DES RÉUNIONS DE 1985 ET DE 1987.

"NOUS ESSAYONS ACTUELLEMENT, A-T-IL DÉCLARÉ, D'ÉLARGIR, DE RENFORCER ET D'INTENSIFIER L'APPLICATION DES SANCTIONS.

"IL NOUS EST IMPOSSIBLE, SEULS, D'APPORTER DES CHANGEMENTS IMPORTANTS EN AFRIQUE DU SUD. NOUS POUVONS CEPENDANT ENCOURAGER D'AUTRES ÉCONOMIES ET D'AUTRES PAYS À SE JOINDRE À NOUS."

UN RAPPORT INDÉPENDANT A ÉGALEMENT RECOMMANDÉ DES SANCTIONS PLUS SÉVÈRES, SUGGÉRANT QUE LES PAYS DU COMMONWEALTH METTENT COMPLÈTEMENT FIN À LEUR COMMERCE AVEC L'AFRIQUE DU SUD AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

"JE NE CONSIDÈRE PAS CETTE MÉTHODE COMME UNE ARME EFFICACE À CE MOMENT-CI", A FAIT SAVOIR M. CLARK.

JEUX

PLUS TÔT DANS LA JOURNÉE, LE CANADA A RENDU PUBLICS LES DÉTAILS D'UN PROJET DESTINÉ À RENFORCER L'AVENIR DES JEUX DU COMMONWEALTH.

DES PAYS D'AFRIQUE ONT INDICÉ QU'ILS POURRAIENT BOYCOTTER LES JEUX D'ACKLAND, EN NOUVELLE-ZÉLANDE EN 1990, À CAUSE DU PROJET D'ATHLÈTES BRITANNIQUES ET AUSTRALIENS DE FAIRE UNE TOURNÉE EN AFRIQUE DU SUD. EN 1986, PRÈS DE LA MOITIÉ DES PAYS INSCRITS ONT BOYCOTTÉ LES JEUX D'ÉDIMBOURG.

LE CANADA A PROPOSÉ QU'UN PROGRAMME SOIT CRÉÉ POUR AIDER LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT À DEVENIR HÔTES DES JEUX.

LE CANADA VOUDRAIT QU'UNE ASSISTANCE FINANCIÈRE SOIT APPORTÉE AU PAYS HÔTE, QUE DES SUBVENTIONS SOIENT FAITES AUX TRANSPORTS ET QU'UN FONDS DES JEUX DU COMMONWEALTH SOIT ÉTABLI.

LA DERNIÈRE FOIS QUE LES JEUX DU COMMONWEALTH ONT EU LIEU DANS UN PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT FUT EN 1966, EN JAMAÏQUE. IL DOIT Y AVOIR DES JEUX À VICTORIA EN 1994. POUR 1998, TROIS PAYS ONT MANIFESTÉ LEUR INTÉRÊT: LE KENYA, LA BARBADE ET LA JAMAÏQUE.

SIR SHRIDATH RAMPHAL, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU COMMONWEALTH, A CONDAMNÉ LES ATHLÈTES BRITANNIQUES ET AUSTRALIENS POUR "AVOIR LAISSÉ LA CUPIDITÉ L'EMPORTER SUR LES PRINCIPES".

IL N'EN A PAS MOINS SIGNALÉ LES DANGERS DE TOUT BOYCOTTAGE POUR LES ATHLÈTES DU COMMONWEALTH.

LES PAYS QUI PARTICIPENT À LA CONFÉRENCE SONT LES SUIVANTS: CANADA, AUSTRALIE, GUYANA, INDE, NIGERIA, TANZANIE, ZAMBIE ET ZIMBABWE.

AUTRE TEXTE SUIVRA

W0493-GC-GEN.3208-AC.

16:30 ET 07-08-89

(197)